

# Une mise au point du pasteur Jean Adnet

Monsieur le Directeur,

J'ai pris connaissance tardivement d'un article paru dans votre édition du 13 novembre dernier, intitulé « Notre Ayatollah Refait Surface ».

Cet article cite un passage de la prédication que j'ai prononcée à l'occasion de la dédicace du temple de Paofai, en juin dernier. La citation est exacte mais je ne saurais admettre l'utilisation qui en est faite. En effet, sortie de son contexte, elle sert d'argument politique dans une polémique à laquelle je suis étranger - sinon indifférent - et où il apparaît que la passion des signataires l'emporte sur l'objectivité.

Dans cette prédication, j'ai souligné le caractère irréversible de certains changements culturels et sociaux à Tahiti. J'ai exhorté l'Eglise Evangélique à préserver son indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques et économiques, quels qu'ils soient. J'ai dénoncé la confusion qui

pourrait s'établir entre l'Evangile et les intérêts de classes ou les idéologies modernes, la mettant en garde aussi bien contre le rêve utopique d'un retour au passé que contre les modèles de la société française et occidentale elle-même en crise.

J'ai approuvé « la volonté de l'Eglise et de la population de préserver leur identité et de retrouver une expression propre de la foi et de la vie culturelle et politique ». Je n'ai pas pour autant indiqué de « bon choix » politique, ce qui aurait été déplacé en ma qualité de prédicateur et d'invité de l'Eglise locale.

Concernant les essais atomiques, il n'est un secret pour personne à Tahiti que j'ai été l'un des premiers à dénoncer publiquement la décision du Gouvernement français pour des raisons de morale sociale et politique autant que pour des raisons sanitaires. J'ai d'ailleurs été sanctionné pour cela par une interdiction arbitraire de séjour à Tahiti pendant 6 mois

de la part du Général de Gaulle. Mon opinion n'a pas varié : je crois toujours que les expériences atomiques doivent cesser et que l'aide française à la Polynésie ne doit pas être liée à cette entreprise.

Je ne peux enfin vous cacher ma consternation de lire dans l'article en question que « les ressources du Conseil Oecuménique des Eglises proviennent en particulier des dictateurs Brejnev et Kadhafi » (sic !). J'avoue ne pas comprendre que l'on puisse oser des affirmations aussi insensées ! Ni l'unité chrétienne à Tahiti et dans le Pacifique, ni la défense des intérêts de la Polynésie n'ont à gagner à des querelles aussi médiocres.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Jean ADNET.